

le bulletin

de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

La diplomation au collégial et au baccalauréat

Le bilan 2011 de la construction

Les familles et le monde rural

Le travail physique

ÉDUCATION

CHAMPS D'INTÉRÊT

Quels sont les grands champs d'études privilégiés par la clientèle étudiante des niveaux collégial et universitaire de l'Abitibi-Témiscamingue ? Le choix des femmes diffère-t-il de celui des hommes ? Regard sur les diplômes décernés ici, ces dernières années, tant au collégial qu'à celui du baccalauréat.

AU NIVEAU COLLÉGIAL

En 2009, 709 diplômes de niveau collégial ont été décernés en Abitibi-Témiscamingue. Les étudiants diplômés, qui devaient choisir entre une formation de type préuniversitaire ou technique, ont choisi l'une et l'autre à parts égales.

Dans le secteur **préuniversitaire**, les sciences humaines représentent la famille de programmes ayant décerné la plus grande part de diplômes (52 %), suivie par les sciences (35 %). Les arts et lettres (9 %) ainsi que les arts (4 %) complètent la marche.

Au secteur **technique**, ce sont les techniques physiques (technologie minérale, technologie du génie civil, etc.) qui ont décerné le plus de diplômes (34 %), suivies par les techniques humaines (éducation spécialisée ou à l'enfance, travail social, techniques policières, etc.) avec 27 %, les techniques biologiques (soins infirmiers, technologie forestière, etc.) avec 24 % et enfin les techniques administratives (comptabilité et gestion, informatique, etc.) avec 15 %.

Entre 2006 et 2009

La diplomation collégiale a connu une belle augmentation en Abitibi-Témiscamingue entre 2006 et 2009 (+9 %), le nombre de diplômes décernés étant passé de 650 en 2006 à 709 en 2009. Le nombre de diplômes décernés par le secteur technique a connu un bond de 12 % tandis que celui du préuniversitaire a crû de 3 %.

Le visage de la clientèle diplômée a sensiblement changé au fil des ans : si, en 2006, les hommes représentaient 34 % des diplômés du collégial dans la région, ils comptaient pour 44 % d'entre eux en 2009. Inversement, les femmes, qui représentaient 66 % des diplômés en 2006, en représentaient 56 % en 2009.

AU NIVEAU DU BACCALAURÉAT

En 2010, l'UQAT a décerné 542 diplômes de baccalauréat en Abitibi-Témiscamingue. Parmi ceux-ci, sept diplômes sur dix étaient rattachés au champ des sciences sociales et humaines (éducation, administration, travail

social, etc.). Les sciences naturelles et le génie (sciences de l'ingénierie, informatique, etc.) ont décerné 16 % des diplômes et les sciences de la santé, 15 %.

Parmi les diplômes de baccalauréat attribués en 2010 par l'UQAT, plus des deux tiers (67 %) ont été remis à des femmes, une proportion plus importante que l'équivalent québécois (63 %).

Entre 2007 et 2010

Entre 2007 et 2010, le nombre de baccalauréats décernés par l'UQAT a connu une hausse de 10 %, passant de 495 à 542. Secteur vedette, les sciences sociales et humaines ont vu leur diplomation augmenter de 7 % au cours de ces quatre années. Les sciences naturelles et le génie sont demeurés plutôt stables (-3 %) et le secteur de la santé a connu une forte hausse : le nombre de diplômes décernés y est passé de 57 à 79 (+39 %).

Source : Institut de la statistique du Québec.

DIPLOMATION AU COLLÉGIAL ET AU BACCALAURÉAT, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2009 ET 2010

Niveau collégial			Baccalauréat		
	2009	%		2010	%
Préuniversitaire	343	48 %	Santé	79	15 %
Technique	355	50 %	Sciences naturelles et génie	86	16 %
Hors programme	11	2 %	Sciences sociales et humaines	375	69 %
Total	709	100 %	Indéterminé	2	0,4 %
Femmes	400	56 %	Total	542	100 %
Hommes	309	44 %	Femmes	364	67 %
			Hommes	178	33 %

ÉCONOMIE

LA CONSTRUCTION, TOUJOURS DYNAMIQUE

C'est à ce moment-ci de l'année que la Commission de la construction du Québec (CCQ) livre ses données annuelles, qui permettent de prendre le pouls de l'activité sur les chantiers de la région régis par la loi R-20. Depuis quelques années, la construction a le vent dans les voiles en Abitibi-Témiscamingue et l'année 2011 ne dément pas la tendance, bien qu'elle soit marquée par la fin de la construction du chantier Osisko à Malartic.

LES TRAVAILLEURS. Le nombre de salariés de l'industrie de la construction domiciliés en Abitibi-Témiscamingue augmente régulièrement depuis 2002*. Son contingent, qui comptait 2 258 travailleurs en 2002, atteignait 3 614 en 2011, un nombre semblable à la marque de 2010 (3 579). Ces travailleurs sont embauchés par quelque 441 employeurs en Abitibi-Témiscamingue.

LES HEURES TRAVAILLÉES. Les chantiers de la région ont représenté près de 3,1 millions d'heures de travail en 2011, ce qui représente un volume de travail important, quoiqu'en régression par rapport aux heures travaillées en 2010 (-11 %). C'est que 2010 était marquée par la construction de la mine Canadian Malartic, mise en service en février 2011 et ayant effectué sa première coulée en avril 2011. Et la fin d'un chantier d'un milliard de dollars ne passe pas inaperçue... Reste que le volume d'heures de 2011 est le deuxième en importance de la décennie.

Notons que 84 % de ces heures ont été travaillées par du personnel domicilié en Abitibi-Témiscamingue.

Avec 2,3 millions d'heures travaillées, la région de la Baie-James a également subi une baisse du volume de travail sur ses chantiers (-26 % par rapport à 2010) en raison du parachèvement du complexe hydroélectrique Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert. Parmi toutes les heures travaillées sur les chantiers de construction de la Baie-James en 2011, une part de 10 % a été fournie par des travailleurs domiciliés en Abitibi-Témiscamingue.

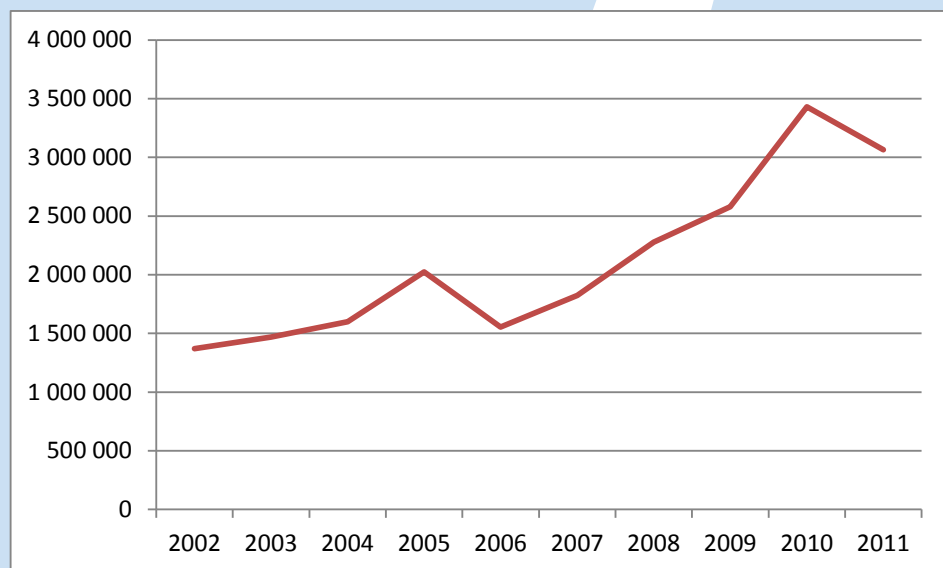
LES SALAIRES. Toujours selon les données de la CCQ, les salaires versés aux travailleurs domiciliés en Abitibi-Témiscamingue s'établissaient à 119 M\$ en 2011, comparativement à 120 M\$ en 2010 (-1 %). Outre en Abitibi-Témiscamingue, toutes les régions du Québec ont connu des hausses de salaire (13 %).

LES TYPES DE CHANTIERS. Les chantiers de construction non résidentielle ont accaparé 87 % du volume d'heures travaillées. Les heures travaillées ont régressé de 14 % entre 2010 et 2011 en raison d'une forte baisse du sous-secteur industriel. La construction résidentielle a quant à elle vu son volume d'heures travaillées augmenter de manière importante, avec un bond de 19 %. Rappelons qu'en 2011, l'Abitibi-Témiscamingue a enregistré 633 mises en chantier résidentielles, dont 293 maisons individuelles et 340 logements collectifs.

HEURES TRAVAILLÉES EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE SELON LE SECTEUR, 2011

Secteur non résidentiel :	-14 %
Institutionnel et commercial :	+7 %
Industriel :	-36 %
Génie civil et voirie :	-11 %
Secteur résidentiel :	+19 %

ÉVOLUTION DES HEURES TRAVAILLÉES SUR LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2002 À 2011



LES PRINCIPAUX PROJETS. En 2011, les principaux projets de construction, terminés ou non, selon la CCQ ont été : la mine du site Westwood d'Imgold (316 M\$), le début de la construction de la mine à ciel ouvert Québec Lithium (202 M\$), la réfection du barrage des Quinze d'Angliers (36 M\$), le pavillon des sciences de l'UQAT (26 M\$), la résidence pour personnes âgées Le Boréal (22 M\$), la démolition et la construction d'une ligne électrique d'Hydro-Québec (17 M\$), l'asphaltage de la route 111 à Launay (14 M\$), l'agrandissement de l'aréna Dave-Keon (13 M\$), la rénovation de la centrale hydroélectrique Mattawa (12 M\$), le Quality Inn & Suites de Val-d'Or (9,5 M\$), l'agrandissement du IGA de La Sarre (9 M\$), etc.

* Les données de la CCQ englobent environ les deux tiers des travailleurs de l'ensemble de l'industrie.
Source : Commission de la construction du Québec, **Données historiques 2011**.

FAMILLES

LES FAMILLES ET LE MONDE RURAL

La chercheuse Myriam Simard, de l'Institut national de recherche scientifique, est bien connue du monde du développement régional pour ses travaux sur l'attraction, l'insertion et la rétention de diverses populations dans l'espace rural québécois (médecins, agriculteurs, immigrants, néo-ruraux, etc.). Dans le cadre d'un article de la revue *Enfances, Familles, Générations*, elle regroupe les facteurs, qui, au fil de ses recherches et dans la littérature en général, semblent influencer la décision d'aller vivre en milieu rural... ou de le quitter.

1) Facteurs professionnels et financiers

Ces facteurs figurent habituellement au premier rang des motifs d'attraction ou de rétention des populations. De manière générale, lorsqu'il y a un bon équilibre entre la reconnaissance de la formation, des compétences et du salaire, et lorsque la charge de travail est correcte, les travailleurs choisissant le milieu rural sont satisfaits au plan professionnel. La collégialité et l'esprit d'entraide s'ajoutent aux atouts de qualité de vie offerts par la ruralité. Également, il ressort de plusieurs études que le premier contact professionnel (par exemple lors d'un voyage exploratoire) est décisif, l'accueil chaleureux des futurs collègues et de la population pesant lourd dans la balance. Ces séjours, d'ailleurs, devraient toujours inclure les conjoints et conjointes, indique Mme Simard. Ils permettent d'éviter de mauvaises surprises et de faciliter, par la suite, l'installation durable de la famille.

2) Facteurs familiaux

Plusieurs études escamotent les facteurs familiaux, pourtant fort importants et nombreux.

-Réalisation professionnelle des conjoints. Il est important que chacun des membres du couple ait un emploi satisfaisant et gratifiant. La communauté doit donc renforcer son appui au conjoint(e) dans sa recherche d'emploi. C'est là une des clefs d'un enracinement durable. Dans le cas des néo-ruraux, ils sont nombreux à démarrer leur propre entreprise (agriculture, acériculture, environnement, communication, arts et culture, construction, rénovation, etc.), utilisant les technologies de l'information et des communications lorsqu'elles sont accessibles.

-Conciliation travail-famille et rapprochement avec les grands-parents. Plusieurs personnes choisissent de vivre en milieu rural au moment de fonder une famille. Le milieu rural permet de mieux

répondre à l'aspiration d'un mode de vie alternatif où la réalisation de soi, l'autonomie, l'épanouissement professionnel et les valeurs familiales sont en harmonie et peuvent davantage coexister. La présence de grands-parents à proximité influence le choix de certaines familles de vivre en milieu rural, particulièrement les jeunes issus de familles immigrantes.

-Éducation adéquate pour les enfants et intégration socioculturelle de qualité. Les personnes ayant choisi de vivre en milieu rural apprécient la qualité des liens sociaux qu'y tissent leurs enfants, notamment au primaire et parfois également au secondaire. Il s'agit là d'un autre facteur important de rétention des familles, du moins jusqu'au secondaire ou au postsecondaire. Toutefois, plusieurs familles déplorent l'absence d'écoles privées et la moindre valorisation de l'éducation dans les régions. Les problèmes de violence et de toxicomanie sont également mentionnés, tout comme la faible diversité des systèmes pédagogiques (programmes de type sport-étude ou international, etc.).

-Accueil personnalisé des familles et des enfants et soutien particulier pour leur intégration globale. L'intégration des deux membres du couple et des enfants sont gage d'enracinement. Il peut s'agir de les inviter à diverses activités locales, rendant leur milieu de vie intéressant sous plusieurs facettes. La *Charte nationale de l'installation en milieu rural*, développée en France, peut servir d'inspiration.

3) Facteurs socioculturels et communautaires

Ces derniers sont très importants, et décisifs même, dans l'attraction et la rétention des familles en milieu rural, permettant l'augmentation de la qualité de vie globale. La possibilité de profiter d'activités sociales et culturelles ainsi que d'opportunités professionnelles inédites, d'un environnement

naturel moins stressant qu'en ville, d'un cadre de vie idéal pour élever des enfants sont d'importants atouts. Cette quête d'équilibre entre la vie privée et la vie au travail, partagée par plusieurs familles, marque un changement culturel et structurel majeur pour le Québec, remettant en question la centralité du travail.

4) Facteurs personnels

Il existe une règle implicite qui veut que l'on tende à s'établir dans le même type de région que celui d'où l'on vient. Ainsi, l'origine rurale des individus, ou une certaine familiarité ou affinité avec ce type d'espace est un facteur d'attraction et de rétention. Le goût des défis et d'une liberté plus grande est également garant de succès.

5) Facteurs liés à l'environnement naturel

La beauté des paysages, la tranquillité et le silence, l'air pur, les grands espaces, la proximité et l'accès facile à la nature, les sports extérieurs variés, etc., sont autant d'atouts naturels qui rendent le monde rural attirant aux yeux de plusieurs familles.

Source : Myriam Simard, « Quand la famille pèse dans la balance... lors de la décision d'aller vivre en milieu rural ou de le quitter », *Enfances, Familles, Générations*, no15, 2011, p. 131-157.

ÉRUDIT. Fondée en 1998, la plateforme Érudit est un consortium interuniversitaire et un OSBL qui donne accès à plus de 80 revues universitaires, 27 revues culturelles, une cinquantaine de livres et actes, 30 000 mémoires et thèses, et près de 3 000 documents et données provenant de centres de recherche. Le texte d'*Enfances, Familles, Générations* est disponible sur Érudit.
www.erudit.org

EMPLOI ET MAIN-D'OEUVRE

TRAVAIL PHYSIQUE

Pour certains, le quotidien, au travail, prend la forme d'un tête-à-tête avec l'ordinateur. Pour d'autres, le boulot rime avec effort physique, impliquant des contraintes d'intensité variée. Coup d'oeil sur les emplois physiquement exigeants en Abitibi-Témiscamingue, à la lumière d'une enquête¹ de l'Institut de la statistique du Québec.

Dans la région, en 2008, 12 % des hommes et 15 % des femmes ne connaissaient aucune contrainte physique au travail. Les autres, grandement majoritaires, devaient composer avec diverses contraintes, dont l'intensité variait de faible à élevée. Chez les hommes, 27 % des travailleurs indiquaient vivre des contraintes faibles, 25 % des contraintes modérées et 36 %, des contraintes élevées. Chez les femmes, 40 % mentionnaient des contraintes faibles, 28 % des contraintes modérées et 17 %, des contraintes élevées.

Comparativement à la moyenne québécoise, les hommes et les femmes d'ici ne se distinguent significativement qu'à un seul niveau : on trouve, en Abitibi-Témiscamingue, moins d'hommes, et également moins de femmes ne subissant aucune contrainte au travail (18 % pour les hommes et 19 % pour les femmes dans la province). Les parts subissant des contraintes faibles, modérées ou élevées sont donc comparables.

RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS DE 15 ANS ET PLUS SELON LE NIVEAU DE CONTRAINTES AU TRAVAIL, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2008

	Hommes	Femmes
Aucune contrainte	12 %	15 %
Contraintes faibles	27 %	40 %
Contraintes modérées	25 %	28 %
Contraintes élevées	36 %	17 %

Sans que cela ne diffère de la moyenne provinciale, on note qu'environ la moitié des employés des secteurs primaire et secondaire indiquent vivre des contraintes physiques élevées au travail, comparativement à 20 % dans celui des services.

Ces contraintes sont d'ordre varié, comme l'indique le tableau ci-bas. Notons que la moitié de la main-d'oeuvre régionale doit tenir la position debout de façon prolongée.

PROPORTION DES TRAVAILLEURS DE 15 ANS ET PLUS SELON DIVERSES CONTRAINTES, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2008

	Hommes	Femmes
En position debout de façon prolongée	49 %	51 %
Gestes répétitifs des mains ou des bras	37 %	42 %
Efforts en utilisant des outils ou machines	35 %	16 %
Manipulant sans aide des charges lourdes	18 %	16 %
Exposés à du bruit intense	17 %	3 %*
Exposés à des vibrations des mains ou des bras	15 %	2 %*
Exposés à des vibrations de tout le corps	12 %	1 %*
Exposés à des vapeurs de solvants	11 %	5 %*
Exposés à de la poussière de bois	11 %	2 %*
Exposés à de la fumée de soudage	6 %*	1 %

* Estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé de la population, 2008 : présentation des données régionales sur la santé au travail*, 2012.

1. L'échantillon de l'enquête comprend 2 800 répondants dans la région. Les questions relatives à la santé au travail ont été adressées à 60 % de l'échantillon régional, environ 1 600 personnes.



L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue
170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Téléphone : 819 762-0774 et 1 866 762-0774
Télécopieur : 819 797-0960
www.observat.qc.ca

Pour recevoir gratuitement ce bulletin
en format PDF, abonnez-vous :
observatoire@observat.qc.ca

ISSN : 1913-1313 (Imprimé)
ISSN : 1913-1321 (En ligne)
1 500 abonnés

SORTI DES PRESSES

Institut de la statistique du Québec,
*Répertoire des exploitants miniers
du Québec 2011 - Volet entreprises
productrices, d'exploration et forage*,
2012.

Ministère des Ressources naturelles et de la
Faune, *Répertoire des bénéficiaires de
CAAF (31 mars 2012)*, 2012.

Mariella Collini, Sylvie Bellot, Ann Brunet-
Beaudry et Cindy Picard, *Tableau de bord de
l'Abitibi-Témiscamingue*, Observatoire de
l'Abitibi-Témiscamingue, 2012.

Mariella Collini, *Portrait de l'agriculture*,
Les Portraits de la région, Observatoire de
l'Abitibi-Témiscamingue, 2012.

Institut de la statistique du Québec, *État du
marché du travail au Québec - Bilan 2011*,
2012.

Ministère du Développement durable, de
l'Environnement et des Parcs, *Les plans d'eau
touchés par une fleur d'eau d'algues
bleu-vert - Bilan final pour 2011*, 2012.

Institut de la statistique du Québec,
*Utilisation d'Internet à des fins
personnelles au Québec en 2010*, 2012.

Institut de la statistique du Québec, *Enquête
québécoise sur la santé de la population,
2008 : présentation des données
régionales sur la santé au travail*, 2012.

Maryse Cloutier, *Projet de parc national
d'Opémican - Plan directeur provisoire*,
Ministère du Développement durable, de
l'Environnement et des Parcs, 2012.

Ville de Rouyn-Noranda, *Atlas routier de la
Ville de Rouyn-Noranda*, 2012.

Société de développement du Témiscamingue,
*Plan stratégique du Témiscamingue (2011-
2016) et plan d'action 2012*, 2012.

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-
Témiscamingue et Transport Québec, *Vision
stratégique régionale de développement
durable*, 2011.

Société de l'assurance automobile du Québec,
Bilan routier 2011, 2012.

Rédaction

Julie Thibeault : julie@observat.qc.ca

Collaboration

Mariella Collini : mariella@observat.qc.ca